

La croissance des taux de salaire négociés au Québec en 2015

Les résultats de l'année

Direction de l'information sur le travail

Avril 2016

La croissance des taux de salaire négociés au Québec en 2015

Les résultats de l'année

Par Alexis Labrosse, avec la collaboration de Richard Brousseau, de la Direction de l'information sur le travail

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec fait un suivi systématique des clauses salariales qui figurent dans les conventions collectives dont la taille minimale de l'unité de négociation est de 50 salariés dans le cas des cols blancs et de 100 salariés dans celui des cols bleus¹. Le taux de croissance des salaires est mesuré pour l'emploi modal de chaque convention collective, c'est-à-dire l'emploi où l'on trouve la plus forte proportion de l'effectif visé. Quand l'emploi modal comprend plusieurs taux de salaire basés sur l'expérience ou le mérite, c'est le taux de salaire maximal qui sert à faire le calcul des indicateurs. Les méthodes de calcul et les concepts utilisés sont décrits en détail dans les notes techniques à la dernière section du présent document.

1. Pour plus détails, référez-vous à la section « notes techniques » à la page 24.

Table des matières

| | |
|---|----|
| Table des matières..... | 3 |
| Liste des tableaux | 4 |
| Liste des graphiques | 4 |
| Les résultats de l'année | 5 |
| Les changements apportés au fichier des conventions collectives du Secrétariat du travail en 2015 | 6 |
| La croissance salariale observée dans les renouvellements de conventions collectives intervenus au Québec en 2015 | 7 |
| La durée d'application des clauses salariales | 7 |
| La ventilation de la croissance des taux de salaire selon la catégorie de salariés | 8 |
| La répartition des salariés par classe d'augmentation de taux de salaire | 10 |
| L'évolution des taux de salaire négociés | 11 |
| Le taux de croissance des salaires négociés selon le secteur d'activité économique | 12 |
| La croissance salariale dans l'ensemble des conventions collectives en vigueur | 13 |
| La ventilation de la croissance annuelle de la rémunération | 13 |
| La croissance annuelle de la rémunération selon le secteur d'activité économique | 14 |
| La croissance annuelle de la rémunération selon le secteur d'origine, privé et public..... | 15 |
| Conclusion | 17 |
| ANNEXE | 18 |
| Notes techniques..... | 24 |
| 1. Types de mesures..... | 24 |
| 2. Unités de négociation..... | 24 |
| 3. Classes salariales | 25 |
| 4. Taux de salaire versé..... | 26 |
| 5. Méthodes de calcul | 26 |
| 6. Révision des données..... | 28 |

Liste des tableaux

| | |
|---|----|
| Tableau 1 : Hausses salariales obtenues par les employés syndiqués au Québec au cours de 2015 (%) | 5 |
| Tableau 2 : Les principales conventions collectives ajoutées au fichier du Secrétariat du travail en 2015 | 6 |
| Tableau 3 : Croissance du taux de salaire versé en cours de convention collective selon la durée de la clause salariale — Renouvellements intervenus en 2015 | 7 |
| Tableau 4 : Ventilation du taux de croissance annuel moyen du salaire versé en cours de convention — Renouvellements intervenus en 2015..... | 8 |
| Tableau 5 : Distribution en pourcentage (%) des salariés selon le taux de croissance annuel moyen des taux de salaire versé en cours de convention — Renouvellements intervenus en 2015..... | 10 |
| Tableau 6 : Taux de croissance annuel moyen du salaire versé en cours de convention collective au Québec selon le secteur d'activité économique et le secteur d'origine, 2015..... | 12 |
| Tableau 7 : Variation annuelle du taux de salaire versé aux salariés syndiqués au Québec — Ensemble des conventions collectives en vigueur, 2010-2017, en pourcentage | 14 |
| Tableau 8 : Taux d'augmentation (%) annuelle du salaire horaire selon le secteur d'activité, 2010-2017 — Ensemble des conventions collectives en vigueur en décembre | 15 |
| Tableau 9 : Taux de croissance annuel moyen du salaire versé en cours de convention selon le secteur d'origine et l'année de renouvellement, 2010-2015, en pourcentage..... | 18 |
| Tableau 10 : Nombre de conventions collectives selon le secteur d'origine et l'année de renouvellement, 2010-2015 | 18 |
| Tableau 11 : Nombre de salariés visés selon le secteur d'origine et l'année de renouvellement, 2010-2015 | 19 |
| Tableau 12 : Taux de croissance annuel moyen du salaire versé en cours de convention collective au Québec selon le secteur d'activité économique et d'origine par année de renouvellement, 2010-2015, en pourcentage | 20 |
| Tableau 13 : Taux de croissance annuel moyen du salaire versé en cours de convention collective selon le secteur d'activité économique et le secteur d'origine — Ensemble des conventions collectives en vigueur au Québec, 2010-2017, en pourcentage | 22 |

Liste des graphiques

| | |
|---|----|
| Graphique 1 : Croissance annuelle des taux de salaire versé en cours de convention au Québec, selon le secteur et l'année de renouvellement, 2010-2015..... | 11 |
| Graphique 2 : Évolution annuelle du taux de salaire versé aux syndiqués du Québec selon le secteur d'origine, 2010-2017, en pourcentage..... | 16 |

Les résultats de l'année

Les clauses salariales contenues dans les conventions collectives de compétence provinciale déposées au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale ainsi que certaines conventions de compétence fédérale visant des salariés au Québec font l'objet de la présente étude.

Les données analysées par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale concernant les renouvellements de conventions collectives intervenus en 2015 montrent une hausse annuelle moyenne de 2,2 % des taux de salaire durant l'application des clauses salariales (tableau 1). Elles ont été compilées à partir de 180 renouvellements touchant 38 302 salariés (tableau 3). Par ailleurs, le tableau 4 indique que la grande majorité (24 761, 64,6 %) des salariés visés par un renouvellement en 2015 se trouvent dans le secteur privé. Dans ce secteur, les conventions collectives renouvelées affichent une hausse annuelle moyenne de 2,2 %, comparativement à 2,1 % dans le secteur public.

Tableau 1

Hausses salariales obtenues par les employés syndiqués au Québec au cours de 2015² (%)

| Salariés visés | Croissance annuelle moyenne dans les règlements intervenus au cours de l'année | Taux d'augmentation annuelle à la fin de l'année dans l'ensemble des conventions collectives en vigueur |
|------------------------------|--|---|
| Ensemble des salariés | 2,2 | 2,2 |
| Salariés du secteur privé | 2,2 | 2,1 |
| Salariés du secteur public | 2,1 | 2,6 |

Dans l'univers de notre étude, à savoir toutes les conventions collectives comportant des clauses salariales en vigueur à la fin de 2015, soit 973, on constate qu'environ 475 200 travailleurs ont obtenu une hausse salariale de 2,2 %, en comparaison de 1,9 % en 2014 (tableau 7). Toujours en ce qui concerne l'ensemble des conventions collectives en vigueur à la fin de 2015, les salariés du secteur privé, qui représentent plus des quatre cinquièmes (392 484, 82,6 %) de l'effectif total, ont obtenu une hausse salariale de 2,1 % et ceux du secteur public, 2,6 %.

2. Les données de tous les tableaux et graphiques de ce document proviennent de la base de données ICTSN du Secrétariat du travail. Elles sont provisoires pour l'année 2015 et au-delà.

Les changements apportés au fichier des conventions collectives du Secrétariat du travail en 2015

En 2015, les clauses salariales de 231 conventions collectives ont été ajoutées à la base de données du Secrétariat du travail, dont 16 constituaient des conventions initiales³. En outre, les clauses salariales de 215 renouvellements de conventions collectives, dont 180 ont été signées en 2015, ont été traitées au cours de l'année. Enfin, la hausse du salaire minimum de 10,35 \$ à 10,55 \$ l'heure, en vigueur depuis le 1^{er} mai 2015, a nécessité la mise à jour de quelque 110 dossiers. Voici la liste des conventions collectives touchant plus de 500 salariés dont les clauses salariales ont été ajoutées à la base de données du Secrétariat du travail en 2015.

Tableau 2
Les principales conventions collectives ajoutées au fichier
du Secrétariat du travail en 2015

| Nom de l'employeur ou de la partie patronale | Nombre de salariés |
|---|--------------------|
| Hydro-Québec | 2 429 |
| Université du Québec à Montréal | 1 850 |
| Université de Montréal | 1 357 |
| Ville de Lévis (2 unités d'accréditation) | 1 178 |
| Université Laval | 1 112 |
| Compagnie Kenworth du Canada, une division de Paccar du Canada Ltée | 949 |
| Olymel Société en commandite | 936 |
| Université Concordia | 930 |
| Ville de Québec | 805 |
| Confédération des syndicats nationaux (CSN) | 729 |
| Domtar, usine de Windsor | 703 |
| L'Association patronale des concessionnaires d'automobiles inc. | 627 |
| Frontenac FHR CFL Operations Corporation | 588 |

3. Il faut mentionner qu'il est impossible de calculer l'augmentation annuelle moyenne pour la durée totale des conventions collectives initiales, car elles ne contiennent pas de taux de croissance la première année.

La croissance salariale observée dans les renouvellements de conventions collectives intervenus au Québec en 2015

Dans la présente section, la croissance salariale observée dans les conventions renouvelées en 2015 est analysée au moyen d'un indicateur qui mesure la hausse annuelle moyenne des taux de salaire pour la durée de celles-ci.

On note que l'augmentation annuelle moyenne obtenue par les salariés en 2015 a été de 2,2 % (tableau 3), en comparaison de 2,5 % en 2014. La croissance salariale a été calculée à partir du renouvellement de 180 conventions collectives touchant 38 302 salariés.

La durée d'application des clauses salariales

Les données présentées dans le tableau 3, concernant les renouvellements intervenus en 2015, montrent que la durée moyenne des clauses salariales est de 52 mois, soit 12 mois de moins que la durée moyenne observée en 2014. De fait, environ 69 % des conventions renouvelées en 2015 duraient plus de 36 mois, comparativement à près des quatre cinquièmes (78,9 %) en 2014.

Tableau 3

Croissance du taux de salaire versé en cours de convention collective selon la durée de la clause salariale — Renouvellements intervenus en 2015

| Durée des clauses salariales | Taux (%) de croissance annuel moyen | Durée moyenne en mois | Nombre de conventions | Nombre de salariés |
|------------------------------|-------------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------|
| Ensemble (toute durée) | 2,2 | 52 | 180 | 38 302 |
| 12 mois ou moins | 1,7 | 12 | 7 | 651 |
| de 13 à 23 mois | 1,9 | 19 | 4 | 1 767 |
| 24 mois | 2,1 | 24 | 7 | 1 865 |
| de 25 à 35 mois | 2,3 | 30 | 7 | 1 098 |
| 36 mois | 2,1 | 36 | 31 | 6 447 |
| Plus de 36 mois | 2,2 | 63 | 124 | 26 474 |

Notons que les 124 ententes renouvelées qui s'échelonnent sur plus de 36 mois ont une durée moyenne de plus de 5 ans (63 mois). Ces dernières, communément appelées de longue durée, regroupent 26 474 salariés, soit la très grande majorité (69 %) des salariés concernés par un renouvellement en 2015. La croissance salariale annuelle moyenne observée s'établit à 2,2 %, soit un dixième de point de

pourcentage de plus que dans les conventions renouvelées dont les clauses salariales s'échelonnent sur 36 mois ou moins⁴.

Par ailleurs, 31 des conventions renouvelées en 2015 s'appliquent sur 36 mois. Elles touchent 6 447 salariés (16,8 % de l'ensemble) et comprennent une augmentation moyenne de salaire de 2,1 % par année.

La ventilation de la croissance des taux de salaire selon la catégorie de salariés

Tableau 4

Ventilation du taux de croissance annuel moyen du salaire versé en cours de convention — Renouvellements intervenus en 2015

| Salariés visés | Nombre de conventions | Nombre de salariés | Croissance du taux de salaire nominal |
|--|-----------------------|--------------------|---------------------------------------|
| Ensemble des salariés | 180 | 38 302 | 2,2 |
| Salariés cols bleus | 127 | 23 237 | 2,2 |
| Salariés cols blancs | 53 | 15 065 | 2,1 |
| Salariés bénéficiant d'une indexation au coût de la vie | 13 | 2 741 | 2,6 |
| Salariés ne bénéficiant pas d'une indexation au coût de la vie | 167 | 35 561 | 2,1 |
| Salariés du secteur public municipal | 16 | 3 793 | 2,3 |
| Salariés du secteur public provincial | 17 | 9 748 | 2,1 |
| Salariés de l'ensemble du secteur public | 33 | 13 541 | 2,1 |
| Salariés du secteur privé de la production de biens | 83 | 14 794 | 2,2 |
| Salariés du secteur privé de la production de services | 64 | 9 967 | 2,2 |
| Salariés d'une petite unité de négociation privée (moins de 200 salariés) | 118 | 13 373 | 2,1 |
| Salariés d'une unité moyenne de négociation privée (de 200 à 499 salariés) | 23 | 6 856 | 2,2 |
| Salariés d'une grande unité de négociation privée (500 salariés et plus) | 6 | 4 532 | 2,5 |
| Salariés de l'ensemble du secteur privé | 147 | 24 761 | 2,2 |

Le tableau 4 présente la croissance nominale et réelle des salaires dans les conventions renouvelées en 2015 selon la catégorie de salariés, le secteur d'origine, le type de produits (secteur privé) ainsi que la taille de l'unité de négociation (secteur privé). On note en premier lieu qu'une grande majorité

4. Cette donnée ne figure dans aucun des tableaux du présent document.

(23 237, 60,7 %) des salariés concernés par les renouvellements en 2015 sont des cols bleus. Ces derniers ont bénéficié d'une augmentation moyenne de 2,2 % par année de leur taux de salaire, comparativement à 2,1 % pour les cols blancs.

Par ailleurs, les salariés du secteur public qui ont renouvelé leur convention collective en 2015 ont obtenu une hausse annuelle moyenne de 2,1 % de leurs salaires. Ces renouvellements touchent 33 ententes écrites (18,3 % de l'ensemble) et plus de 13 500 salariés (35,3 % de l'ensemble). En outre, 17 des 33 conventions recensées et renouvelées dans le secteur public touchent les salariés du secteur provincial.

Le secteur public provincial regroupe, entre autres, le sous-secteur de l'éducation et celui de la santé et des services sociaux. Dans le premier sous-secteur, 13 renouvellements visant quelque 6 900 salariés ont été intégrés à notre base de données en 2015. Douze de ces renouvellements concernent des unités de négociation dans les universités, soit ceux de l'Université du Québec à Montréal (1 850 salariés), de l'Université de Montréal (1 357 salariés), de l'Université Laval (2 unités de négociation, 1 315 salariés), de l'Université du Québec à Trois-Rivières (2 unités, 652 salariés), de l'Université Concordia (930 salariés), de l'Université du Québec à Rimouski, à Chicoutimi, en Outaouais et en Abitibi-Témiscamingue (5 unités, 694 salariés). L'autre renouvellement observé dans ce sous-secteur concerne l'École de technologie supérieure (164 salariés). Dans le second sous-secteur, deux renouvellements ont été enregistrés en 2015 et visaient 168 salariés. Il s'agit de celui de l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (92 salariés) et du Centre d'hébergement et de soins de longue durée de Saint-Lambert-sur-le-Golf (76 salariés).

Dans le sous-secteur des entreprises publiques québécoises, il y a eu trois renouvellements en 2015, soit ceux de quelque 2 400 salariés d'Hydro-Québec ainsi que ceux de la Société des traversiers du Québec (150 salariés) et de la Société de développement des entreprises culturelles (115 salariés).

Par ailleurs, en ce qui concerne l'administration publique locale (secteur municipal), 17 renouvellements de conventions collectives ont été répertoriés, dont notamment ceux de la Ville de Québec (deux unités, 1 214 salariés), ceux de la Ville de Lévis (3 unités, 1 277 salariés) et ceux de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (2 unités, 471 salariés).

Quant au secteur privé, les conventions renouvelées en 2015 indiquent des hausses annuelles moyennes de 2,2 %, et ce, tant dans le secteur de la production de biens que dans celui des services.

Toujours dans le secteur privé, les salariés faisant partie de petites unités de négociation, c'est-à-dire celles qui en comptent moins de 200, ont obtenu une hausse moyenne de 2,1 % en 2015, en comparaison de 2,2 % dans les unités de négociation de taille moyenne (de 200 à 499 salariés) et de 2,5 % dans celles de grande taille (500 salariés et plus).

Enfin, des clauses d'indexation au coût de la vie ont été négociées dans 13 conventions renouvelées en 2015, qui ont touché 2 741 salariés. Ces derniers, qui disposaient d'une clause de protection contre la hausse des prix, ont obtenu une hausse moyenne de 2,6 % par année, en comparaison de 2,1 % pour les quelque 35 500 syndiqués qui n'ont pas ce genre de clause.

La répartition des salariés par classe d'augmentation de taux de salaire

Le tableau 5 montre la répartition en pourcentage des salariés selon le niveau de croissance des taux de salaire négociés lors des renouvellements en 2015. Près des deux tiers (62,5 %) de l'ensemble des salariés profitent d'une hausse annuelle se situant entre 2 et 2,9 %. La part de ces salariés dans les secteurs privé et public est respectivement de 60,3 et 66,3 %. Une proportion moindre, soit 30,5 % d'entre eux, a obtenu des augmentations annuelles qui varient de 0,1 à 1,9 % par année. Cette classe d'augmentation annuelle rassemble 31 % des salariés du secteur public et 30,3 % de ceux du secteur privé.

Tableau 5
Distribution en pourcentage (%) des salariés selon le taux de croissance annuel moyen des taux de salaire versé en cours de convention — Renouvellements intervenus en 2015⁵

| Tranche d'augmentation | Ensemble des secteurs | Secteur privé de la production de biens | Secteur privé de la production de services | Ensemble du secteur privé | Secteur public provincial | Secteur public municipal | Ensemble du secteur public |
|------------------------|-----------------------|---|--|---------------------------|---------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 0 % et moins | 1,4 | 1,9 | 2,6 | 2,2 | -- ⁶ | -- | -- |
| 0,1 à 1,9 % | 30,5 | 26,0 | 36,7 | 30,3 | 41,0 | 5,3 | 31,0 |
| 2 à 2,9 % | 62,5 | 69,2 | 47,2 | 60,3 | 55,3 | 94,7 | 66,3 |
| 3 à 3,9 % | 4,5 | 1,7 | 11,0 | 5,5 | 3,7 | 0,0 | 2,7 |
| 4 % et plus | 1,1 | 1,2 | 2,5 | 1,7 | -- | -- | -- |

Par ailleurs, la part des salariés qui bénéficient d'une hausse de 3 à 3,9 % est de 4,5 % pour l'ensemble des salariés, mais s'élève à 11 % dans le secteur privé de la production de services, comparativement à seulement 2,7 % dans l'ensemble du secteur public.

Les données indiquent que 1,1 % des salariés profitent d'une augmentation de 4 % et plus, dont 1,7 % pour ceux du secteur privé et aucun pour ceux du secteur public. Enfin, un peu plus de 2 % des salariés ont subi un gel ou une diminution salariale dans les conventions renouvelées dans le secteur privé en 2015.

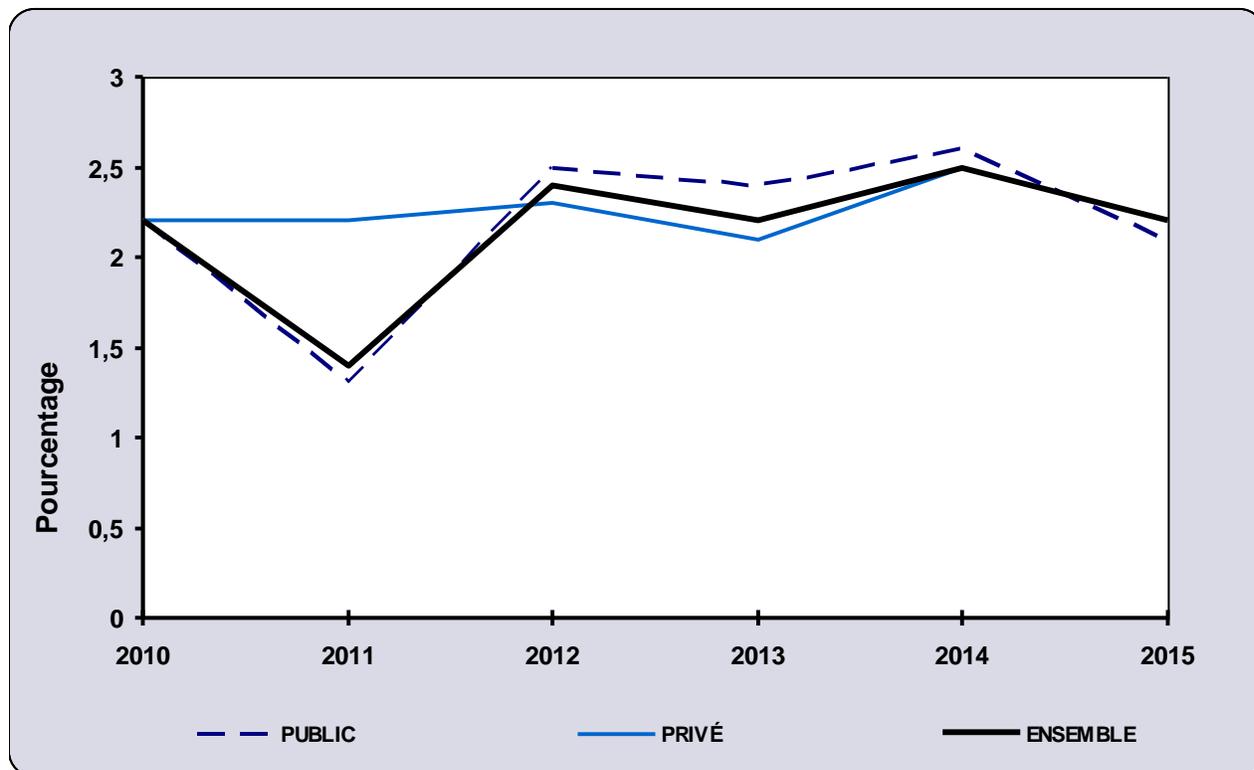
5. Le total inclut les données de deux conventions renouvelées dans le secteur public fédéral.

6. -- signifie une valeur nulle dans tous les tableaux du présent document.

L'évolution des taux de salaire négociés

Graphique 1

Croissance annuelle des taux de salaire versé en cours de convention au Québec, selon le secteur et l'année de renouvellement, 2010-2015



Le graphique 1 illustre l'évolution, depuis 2010, des taux de croissance annuels des salaires, par année de renouvellement, selon le secteur d'origine. Dans le secteur privé, on remarque peu de variations de 2010 à 2015. Le taux de croissance qui y était observé variait de 2,1 à 2,3 %, à l'exception de l'année 2014 (2,5 %). Le secteur public, quant à lui, a connu de plus fortes variations, tant à la hausse qu'à la baisse, durant ces années, variant de 1,4 % en 2011 à 2,6 % en 2014.

Le plus faible taux de croissance du salaire est associé à l'année 2011, surtout à cause des données du secteur public. L'année 2011 présente effectivement le taux le moins élevé (1,4 % pour l'ensemble des salariés) des six dernières années, alors que l'inverse s'est produit en 2014 (2,5 %). On note aussi que les augmentations annuelles moyennes prévues dans les conventions collectives du secteur privé diffèrent souvent de celles du secteur public. De fait, elles étaient supérieures dans le secteur privé en 2011 et en 2015, inférieures de 2012 à 2014 et égales en 2010.

Le taux de croissance des salaires négociés selon le secteur d'activité économique

Le tableau 6 présente les taux de croissance dans les conventions renouvelées en 2015 selon les grands secteurs d'activité économique. Les données détaillées pour les années 2010 à 2015, en ce qui concerne chacun des secteurs et des sous-secteurs d'activité, sont présentées dans le tableau 12 de l'annexe.

Tableau 6

Taux de croissance annuel moyen du salaire versé en cours de convention collective au Québec selon le secteur d'activité économique et le secteur d'origine, 2015

| Salariés visés | Croissance annuelle (%) | Nombre de conventions | Nombre de salariés |
|---|-------------------------|-----------------------|--------------------|
| Ensemble des salariés | 2,2 | 180 | 38 302 |
| Salariés du secteur primaire | 2,4 | 1 | 157 |
| Salariés du secteur manufacturier | 2,2 | 82 | 14 637 |
| Salariés du secteur de la construction ⁷ | — ⁸ | — | — |
| Salariés du secteur des services | 2,1 | 97 | 23 508 |
| Salariés du secteur privé | 2,2 | 147 | 24 761 |
| Salariés du secteur public | 2,1 | 33 | 13 541 |

En 2015, c'est dans le secteur des services que l'on observe le plus grand nombre de renouvellements, soit 97. Les 23 508 salariés de ce secteur, qui représentent près des deux tiers (61,4 %) de l'effectif visé par un renouvellement en 2015, ont obtenu une augmentation moyenne de 2,1 % par année, en baisse de deux dixièmes de point de pourcentage par rapport à l'année 2014 (2,3 %).

Au regard des industries manufacturières, 82 ententes touchant 14 637 salariés ont été renouvelées en 2015. Ces salariés ont obtenu une augmentation annuelle de 2,2 % pour la durée de leur convention, tout comme ceux de l'ensemble des secteurs d'activité.

7. Les renouvellements de deux conventions dans la construction (secteur industriel et secteur institutionnel et commercial) n'ont pas encore été traités parce qu'elles n'étaient pas encore disponibles au moment de la mise à jour du 4^e trimestre de 2015.

8 — signifie qu'aucune convention n'a été renouvelée dans ce secteur en 2015.

La croissance salariale dans l'ensemble des conventions collectives en vigueur

La ventilation de la croissance annuelle de la rémunération

La présente section fait état de la croissance salariale dans toutes les conventions collectives en vigueur en fin d'année civile, peu importe l'année de leur signature. L'indicateur utilisé est l'augmentation salariale en vigueur en décembre pour l'ensemble des salariés visés par une convention par rapport au taux en vigueur le même mois de l'année précédente.

Le tableau 7 présente cet indicateur pour les années 2010 à 2017 en fonction de diverses variables. En 2015, le nombre de conventions ayant une clause salariale en vigueur en décembre, toujours selon notre univers d'analyse, s'établissait à 973 et concernait quelque 475 200 salariés. En décembre 2015, les clauses salariales des conventions collectives en vigueur comportaient une augmentation de 2,2 % par rapport à décembre 2014. Ces augmentations nominales se traduisent pour l'ensemble des salariés, si l'on tient compte de l'inflation observée et prévue, par des gains réels de 1,1 % en 2015⁹.

Le tableau 7 fait également état des augmentations salariales selon la taille des unités de négociation. Dans le secteur public, en 2015, les salariés des unités de grande taille (500 salariés et plus) ont obtenu des augmentations salariales de 2,8 %, comparativement à 1,9 % pour ceux des unités de taille moyenne (200 à 499) et à 2,1 % pour ceux des unités de petite taille (moins de 200 salariés). À l'exception des années 2010 et 2014 à 2016, toujours dans le secteur public, on observe de plus fortes hausses dans les petites et moyennes unités que dans les grandes. Notons cependant que les salariés des petites et des moyennes unités ne représentent en moyenne que 6 % du total des salariés du secteur public de 2010 à 2014¹⁰.

Dans l'ensemble du secteur privé, on constate en 2015 que les augmentations salariales se chiffraient à 2,1 %, en comparaison de 2,2 % en 2014. C'est aussi ce taux d'augmentation qu'obtiennent les salariés des unités de moyenne et de grande taille, alors que ceux de petite taille profitent d'une hausse salariale de 2 %.

9. Ces données ne figurent dans aucun tableau de la présente étude.

10. En 2015, la proportion des unités de petite et de moyenne taille est atypique (26 %) parce que la plupart des conventions de ce secteur avait pour échéance le 31 mars 2015.

Tableau 7**Variation annuelle du taux de salaire versé aux salariés syndiqués au Québec —
Ensemble des conventions collectives en vigueur, 2010-2017, en pourcentage**

| Type de salariés | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|-------|---------|---------|---------|---------|-------|-------|-------|
| Ensemble des salariés | 2,4 | 1,7 | 1,9 | 1,9 | 1,9 | 2,2 | 2,3 | 2,2 |
| Salariés cols bleus | 2,5 | 2,4 | 2,3 | 2,2 | 2,2 | 2,1 | 2,3 | 2,2 |
| Salariés cols blancs | 2,3 | 1,1 | 1,6 | 1,8 | 1,7 | 2,2 | 2,7 | 2,5 |
| Salariés de l'ensemble du secteur public | 2,5 | 1,2 | 1,6 | 1,9 | 1,8 | 2,6 | 2,8 | 2,4 |
| Salariés du secteur public municipal | 2,6 | 2,7 | 2,1 | 2,5 | 2,3 | 2,3 | 2,3 | 2,2 |
| Salariés du secteur public provincial | 2,7 | 1,0 | 1,6 | 1,8 | 1,7 | 2,8 | 3,2 | 2,7 |
| Salariés du secteur public fédéral | 1,7 | 1,8 | 1,9 | 2,0 | 2,3 | 2,8 | 3,7 | 2,6 |
| Salariés d'une petite unité de négociation (moins de 200 salariés) | 2,3 | 2,1 | 2,1 | 2,0 | 1,7 | 2,1 | 2,1 | 2,4 |
| Salariés d'une unité moyenne de négociation (de 200 à 499 salariés) | 2,3 | 2,3 | 1,7 | 2,2 | 2,2 | 1,9 | 2,4 | 2,4 |
| Salariés d'une grande unité de négociation (500 salariés et plus) | 2,5 | 1,1 | 1,6 | 1,9 | 2,4 | 2,8 | 3,0 | 2,2 |
| Salariés de l'ensemble du secteur privé | 2,4 | 2,4 | 2,3 | 2,1 | 2,2 | 2,1 | 2,2 | 2,1 |
| Salariés du secteur de la production de biens | 1,9 | 2,0 | 2,1 | 2,1 | 2,2 | 2,1 | 2,2 | 2,2 |
| Salariés du secteur de la construction | 2,7 | 2,5 | 2,5 | 2,0 | 2,2 | 2,0 | 2,3 | -- |
| Salariés du secteur de la production de services | 2,4 | 2,4 | 2,1 | 2,1 | 2,1 | 2,1 | 2,1 | 2,1 |
| Salariés d'une petite unité de négociation (moins de 200 salariés) | 2,1 | 2,0 | 2,1 | 2,1 | 2,1 | 2,0 | 2,1 | 2,0 |
| Salariés d'une unité moyenne de négociation (de 200 à 499 salariés) | 2,2 | 1,9 | 2,2 | 2,1 | 2,1 | 2,1 | 2,1 | 2,1 |
| Salariés d'une grande unité de négociation (500 salariés et plus) | 2,5 | 2,6 | 2,4 | 2,1 | 2,2 | 2,1 | 2,3 | 2,2 |
| Nombre de conventions collectives en vigueur en fin d'année, tous secteurs confondus | 1 122 | 1 157 | 1 141 | 1 131 | 1 146 | 973 | 728 | 500 |
| Nombre de salariés (en milliers) visés par les conventions collectives en vigueur en fin d'année, tous secteurs confondus | 592,2 | 1 048,0 | 1 039,5 | 1 004,0 | 1 022,2 | 475,2 | 414,9 | 132,2 |

La croissance annuelle de la rémunération selon le secteur d'activité économique

Les données du tableau 8 se réfèrent aux augmentations annuelles des taux de salaire réparties selon les grands groupes d'activité économique, de 2010 à 2017. Il importe de noter que les taux indiqués en 2016

et 2017 ne constituent pas des prévisions d'augmentation salariale pour les salariés du Québec, mais bien les taux d'augmentation inscrits dans les conventions où s'appliquent des clauses salariales au cours de ces deux années.

Tableau 8

Taux d'augmentation (%) annuelle du salaire horaire selon le secteur d'activité, 2010-2017 — Ensemble des conventions collectives en vigueur en décembre

| Secteur d'activité | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Ensemble des salariés | 2,4 | 1,7 | 1,9 | 1,9 | 1,9 | 2,2 | 2,3 | 2,2 |
| Industries primaires | 3,6 | 2,1 | 3,7 | 2,7 | 3,4 | 3,4 | 3,5 | 2,8 |
| Industries manufacturières | 1,8 | 2 | 2 | 2,1 | 2,1 | 2,1 | 2,0 | 2,1 |
| Construction | 2,7 | 2,5 | 2,5 | 2,0 | 2,2 | 2,0 | 2,3 | -- |
| Transport, communications et autres services | 2,1 | 2,1 | 1,9 | 2,0 | 1,5 | 2,9 | 2,8 | 2,7 |
| Commerce de gros et de détail | 3,1 | 2,4 | 2,2 | 2,2 | 2,3 | 2,2 | 2,2 | 2,0 |
| Finances, assurances et affaires immobilières | 3,0 | 2,7 | 2,3 | 1,9 | 1,9 | 1,7 | 1,8 | 1,8 |
| Services socioculturels, commerciaux et personnels | 2,6 | 1,1 | 1,6 | 1,9 | 1,8 | 2,1 | 2,3 | 2,1 |
| Administration publique | 2,0 | 1,7 | 1,6 | 2,0 | 2,1 | 2,3 | 2,1 | 2,0 |
| Secteur public | 2,5 | 1,2 | 1,6 | 1,9 | 1,8 | 2,6 | 2,6 | 2,4 |
| Secteur privé | 2,4 | 2,4 | 2,3 | 2,1 | 2,2 | 2,1 | 2,2 | 2,1 |

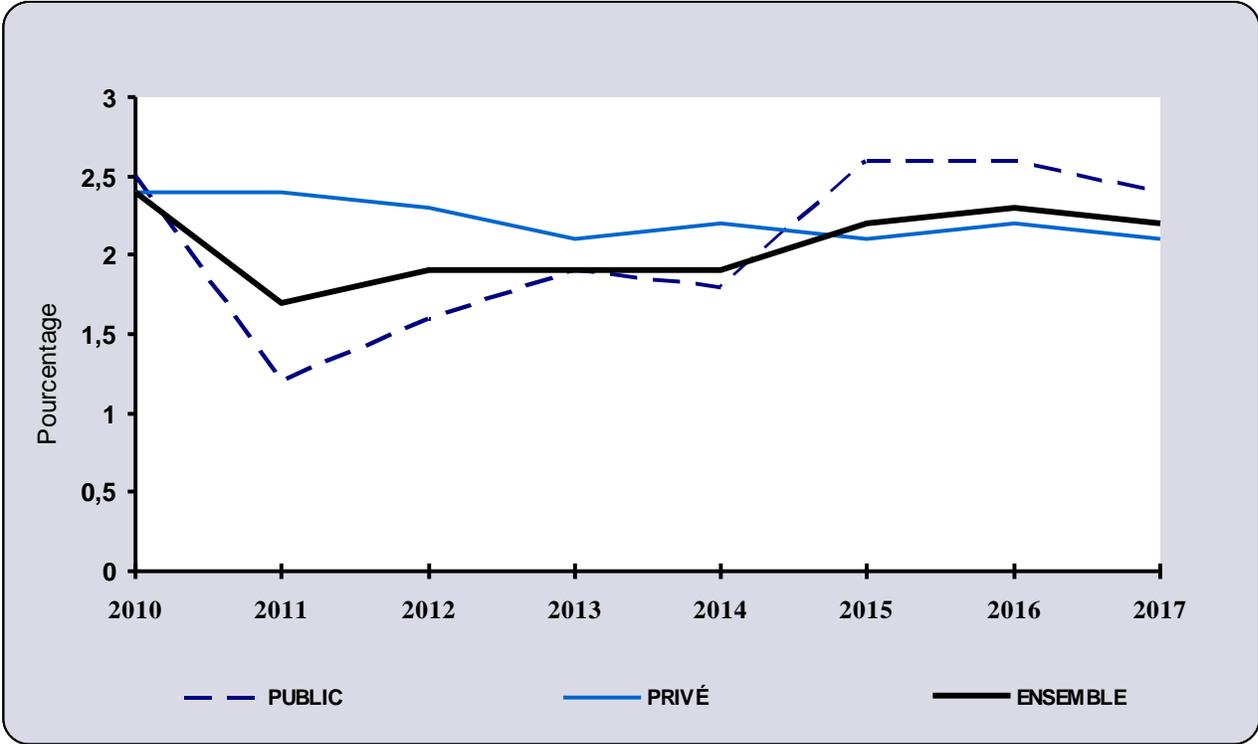
En 2015, les augmentations annuelles ont varié de 1,7 % (secteurs des finances, des assurances et des affaires immobilières) à 3,4 % (industries primaires). En 2016, ce sont encore les industries primaires (le sous-secteur minier en particulier) qui se démarquent par une hausse de 3,5 %, suivies du secteur des transports, des communications et autres services (2,8 %). Les autres secteurs affichent des taux variant de 1,8 % à 2,6 %.

La croissance annuelle de la rémunération selon le secteur d'origine, privé et public

Enfin, le graphique 2 présente l'évolution des taux de salaire accordés en fin d'année dans l'ensemble des conventions collectives en vigueur au Québec de 2010 à 2017, pour les secteurs public et privé ainsi que

pour l'ensemble des salariés. De 2010 à 2014, les augmentations de salaire ont été plus élevées dans le secteur privé que dans le secteur public, sauf en 2010. De 2015 à 2017, les augmentations de salaire, bien que supérieures dans le secteur public, ne s'appliquent qu'à 66 000 salariés en moyenne par année parce que la plupart des conventions de ce secteur sont venues à échéance en 2015 et n'ont pas encore été renouvelées. Néanmoins, la moyenne des taux de croissance pondérés par le nombre de salariés de 2010 à 2017 est estimée à environ 1,8 % dans le secteur public, comparativement à 2,2 % dans le secteur privé, tandis que la moyenne en ce qui concerne l'ensemble des salariés se chiffre à 2 %.

Graphique 2
Évolution annuelle du taux de salaire versé aux syndiqués du Québec selon le secteur d'origine, 2010-2017, en pourcentage



Conclusion

Les renouvellements de conventions collectives intervenus en 2015 ont donné lieu à une croissance annuelle moyenne du taux de salaire de 2,2 %, en comparaison de 2,5 % en 2014. On observe le même taux de croissance dans le secteur privé, alors qu'il est de 2,1 % dans le secteur public.

Par ailleurs, les augmentations de salaire négociées dans l'ensemble des conventions collectives en vigueur à la fin de 2015 dans notre base de données s'élevaient à 2,2 % par rapport au même moment l'année précédente. Les augmentations prévues en 2015 pour les salariés conventionnés sont similaires à celles de l'ensemble des salariés du Québec (tous les salariés, qu'ils soient couverts par un syndicat ou non) lorsque comparées avec d'autres indicateurs tels que la rémunération hebdomadaire moyenne. Ainsi, selon l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada, la rémunération hebdomadaire moyenne, y compris les heures supplémentaires, a augmenté de 2,2 % au Québec en 2015¹¹. Néanmoins, selon nos données, certains secteurs affichent des taux de croissance qui diffèrent de ceux de l'ensemble des salariés du Québec. C'est notamment le cas du secteur manufacturier dont le taux de croissance des salaires pour les travailleurs syndiqués s'élève à 2 % en 2015, en comparaison de 1 % pour l'ensemble des travailleurs, syndiqués ou non. À l'opposé, les travailleurs syndiqués des secteurs du commerce de gros et de détail ont obtenu une augmentation de 2 % en 2015, toujours selon nos données, alors que l'ensemble des travailleurs du Québec ont connu une hausse de leur rémunération hebdomadaire moyenne de 2,6 %. Pour ce qui est de l'année 2016, les augmentations consenties dans l'ensemble des conventions en vigueur à la fin de 2016 dans notre base de données sont de 2,3 % en moyenne alors que, selon une enquête pancanadienne de Hay Group¹², ces augmentations seraient de l'ordre de 2,5 % au Québec au cours de cette même année.

Pour terminer, cinq tableaux figurent en annexe. Le tableau 9 montre la croissance annuelle moyenne des taux de salaire versé en cours de convention selon le secteur d'origine et l'année de renouvellement, de 2010 à 2015. Les tableaux 10 et 11 illustrent, pour la même période, le nombre de conventions collectives visées et le nombre de salariés concernés selon le secteur d'origine et l'année de renouvellement. Le tableau 12 indique la croissance annuelle moyenne des taux de salaire versé en cours de convention de 2010 à 2015, selon l'année de renouvellement et le secteur d'activité. Enfin, pour ces mêmes secteurs, le tableau 13 illustre l'évolution annuelle des taux de salaire versé aux employés syndiqués pour l'ensemble des conventions collectives en vigueur, de 2010 à 2017.

11. Statistique Canada, Enquête sur la population active 2015, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

12. <http://www.newswire.ca/fr/news-releases/les-canadiens-devraient-sattendre-a-une-augmentation-salariale-moyenne-de-24-pour-cent-en-2016-selon-la-derniere-enquete-de-hay-group-522928721.html>

ANNEXE

Tableau 9

Taux de croissance annuel moyen du salaire versé en cours de convention selon le secteur d'origine et l'année de renouvellement, 2010-2015, en pourcentage

| Secteur d'origine | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Tous les secteurs | 2,2 | 1,4 | 2,4 | 2,2 | 2,5 | 2,2 |
| Ensemble du secteur public | 2,2 | 1,3 | 2,5 | 2,4 | 2,6 | 2,1 |
| Public municipal | 2,0 | 2,4 | 2,7 | 2,5 | 2,7 | 2,3 |
| Public provincial | 2,8 | 1,3 | 1,8 | 2,4 | 2,5 | 2,0 |
| Public fédéral | 1,9 | 1,7 | 2,6 | 2,0 | 2,8 | 0 |
| Ensemble du secteur privé | 2,2 | 2,2 | 2,3 | 2,1 | 2,5 | 2,2 |
| Secteur privé de la production de biens | 1,1 | 2,4 | 2,1 | 2,2 | 2,2 | 2,2 |
| Secteur privé de la construction | 2,3 | 0 | 2,5 | 2,2 | 2,7 | 0 |
| Secteur privé de la production de services | 2,4 | 2,0 | 2,5 | 1,9 | 1,9 | 2,2 |

Tableau 10

Nombre de conventions collectives selon le secteur d'origine et l'année de renouvellement, 2010-2015

| Secteur d'origine | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Tous les secteurs | 245 | 282 | 243 | 283 | 263 | 180 |
| Ensemble du secteur public | 56 | 89 | 44 | 57 | 58 | 33 |
| Public municipal | 28 | 24 | 14 | 20 | 26 | 16 |
| Public provincial | 20 | 60 | 22 | 33 | 30 | 17 |
| Public fédéral | 8 | 5 | 8 | 4 | 2 | 0 |
| Ensemble du secteur privé | 189 | 193 | 199 | 226 | 205 | 147 |
| Secteur privé de la production de biens | 109 | 106 | 93 | 114 | 111 | 83 |
| Secteur privé de la construction | 5 | 0 | 1 | 2 | 3 | 0 |
| Secteur privé de la production de services | 75 | 87 | 105 | 110 | 91 | 64 |

Tableau 11**Nombre de salariés visés selon le secteur d'origine et l'année de renouvellement, 2010-2015**

| Secteur d'origine | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|--|----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|---------------|
| Tous les secteurs | 272 646 | 578 821 | 80 004 | 183 606 | 176 163 | 38 302 |
| Ensemble du secteur public | 34 703 | 533 755 | 38 555 | 31 339 | 19 159 | 13 541 |
| Public municipal | 20 969 | 11 141 | 19 578 | 3 548 | 7 423 | 3 793 |
| Public provincial | 11 421 | 500 690 | 7 685 | 25 405 | 11 265 | 9 748 |
| Public fédéral | 2 313 | 21 924 | 11 292 | 2 386 | 471 | 0 |
| Ensemble du secteur privé | 237 943 | 45 066 | 41 449 | 152 267 | 157 004 | 24 761 |
| Secteur privé de la production de biens | 20 742 | 28 133 | 19 341 | 24 751 | 19 546 | 14 794 |
| Secteur privé de la construction | 190 663 | 0 | 119 | 85 328 | 121 963 | 0 |
| Secteur privé de la production de services | 26 538 | 16 933 | 21 989 | 42 188 | 15 495 | 9 967 |

Tableau 12

Taux de croissance annuel moyen du salaire versé en cours de convention collective au Québec selon le secteur d'activité économique et d'origine par année de renouvellement, 2010-2015, en pourcentage

| Secteurs d'activité | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Ensemble des salariés | 2,2 | 1,4 | 2,4 | 2,2 | 2,5 | 2,2 |
| Secteur primaire | 7,5 | 3,4 | 2,6 | 0 | 3,5 | 2,4 |
| Agriculture | 0 | 2,8 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Mines et carrières | 7,5 | 3,4 | 2,6 | 0 | 4,3 | 2,4 |
| Sylviculture | 0 | 0 | 0 | 0 | 3,0 | 0 |
| Secteur manufacturier | 1,1 | 2,3 | 2,1 | 2,2 | 2,2 | 2,2 |
| 1 ^{re} transformation des métaux | 2,1 | 3,2 | 2,5 | 3,0 | 2,1 | 2,3 |
| Aliments | 2,0 | 2,1 | 2,1 | 2,6 | 2,3 | 2,3 |
| Autres industries manufacturières | 2,0 | 4,2 | 2,5 | 1,1 | 2,4 | 0 |
| Bois | 0,9 | 1,5 | 1,3 | 1,7 | 3,0 | 1,8 |
| Boissons | 1,4 | 0,7 | 0 | 1,4 | 1,6 | 2,0 |
| Caoutchouc et matières plastiques | 3,4 | 1,3 | 2,2 | 2,0 | 2,0 | 2,3 |
| Cuir | 0 | 0 | 1,4 | 2,7 | 0 | 2,4 |
| Habillement | (1,6) | 0 | 0 | 1,9 | 1,6 | 0 |
| Imprimerie | 1,4 | 1,1 | 1,8 | 2,6 | 2,3 | 0,8 |
| Industrie chimique | 2,2 | 2,4 | 1,9 | 2,5 | 1,9 | 2,5 |
| Machinerie | 0 | 1,8 | 2,5 | 2,6 | 2,1 | 2,2 |
| Matériel de transport | 2,3 | 3,0 | 2,5 | 2,4 | 2,5 | 2,4 |
| Meuble | (5,8) | 1,6 | 2,8 | 1,3 | 2,1 | 2,5 |
| Minéraux non métalliques | 1,9 | 0 | 2,5 | 2,7 | 0 | 2,6 |
| Papier | 0,2 | 2,3 | 0,9 | 1,1 | 2,0 | 1,9 |
| Produits du pétrole et charbon | 0 | 2,8 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits électriques | 1,8 | 2,9 | 2,6 | 0,9 | 1,9 | 2,5 |
| Produits en métal | 1,8 | 2,5 | 2,4 | 1,8 | 1,9 | 1,8 |
| Tabac | 1,0 | 0 | 2,4 | 0 | 0 | 0 |
| Textile | 0 | 2,2 | 1,4 | 2,2 | 2,1 | 0 |

Tableau 12 (suite)

| Secteurs d'activité | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|-------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Secteur de la construction | 2,3 | 0 | 2,5 | 2,2 | 2,7 | 0 |
| Secteur des services | 2,3 | 1,3 | 2,5 | 2,1 | 2,3 | 2,1 |
| Administration publique fédérale | 1,9 | 1,7 | 2,6 | 0 | 0 | 1,6 |
| Administration publique municipale | 2,0 | 2,4 | 2,6 | 2,5 | 2,8 | 2,3 |
| Administration publique provinciale | 0 | 1,1 | 2,8 | 1,0 | 1,1 | — |
| Assurances | 2,4 | 1,9 | 2,0 | 2,5 | 1,8 | 1,9 |
| Autres services | 3,0 | 2,1 | 2,6 | 1,9 | 1,8 | 2,5 |
| Commerce de détail | 2,3 | 2,3 | 2,3 | 2,1 | 2,2 | 2,0 |
| Commerce de gros | 2,9 | 3,1 | 2,9 | 2,6 | 2,1 | 3,0 |
| Communications | 2,1 | 1,9 | 2,8 | 0,7 | 1,8 | 0 |
| Électricité, gaz et eau | 2,5 | 2,2 | 2,7 | 2,7 | 0 | 2,3 |
| Enseignement | 2,3 | 1,6 | 1,7 | 2,4 | 3,1 | 1,9 |
| Finances | 2,2 | 3,7 | 1,7 | 2,1 | 2,0 | 2,4 |
| Hébergement | 3,2 | 2,3 | 3,1 | 3,1 | 1,6 | 2,8 |
| Immobilier | 0 | 0,9 | 5,5 | 0 | 1,7 | 0 |
| Restauration | 2,0 | 1,8 | 0,0 | 2,7 | 0,0 | 1,8 |
| Services aux entreprises | 1,3 | (2,6) | 0,9 | 2,8 | 1,8 | 1,2 |
| Services médicaux et sociaux | 1,5 | 1,0 | 2,1 | 1,5 | 1,1 | 1,0 |
| Transports et entreposage | 2,1 | 2,0 | 2,6 | 2,2 | 2,1 | 2,6 |

Tableau 13

Taux de croissance annuel moyen¹³ du salaire versé en cours de convention collective selon le secteur d'activité économique et le secteur d'origine — Ensemble des conventions collectives en vigueur au Québec, 2010-2017, en pourcentage

| Secteurs d'activité | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Ensemble des salariés | 2,4 | 1,7 | 1,9 | 1,9 | 1,9 | 2,2 | 2,3 | 2,2 |
| Secteur primaire | 3,6 | 2,1 | 3,7 | 2,7 | 3,4 | 3,4 | 3,5 | 2,8 |
| Agriculture | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2,0 | 2,0 |
| Mines et carrières | 3,8 | 2,1 | 3,8 | 2,7 | 3,5 | 3,5 | 3,7 | 2,8 |
| Sylviculture | 2,6 | 2,8 | 2,9 | 3,3 | 1,7 | 2 | 2,5 | 3,0 |
| Secteur manufacturier | 1,8 | 2,0 | 2,0 | 2,1 | 2,1 | 2,1 | 2,0 | 2,1 |
| 1 ^{re} transformation des métaux | 2,6 | 2,8 | 3,1 | 2,0 | 2,9 | 2,3 | 2,7 | 2,9 |
| Aliments | 2,1 | 2,2 | 2,0 | 2,5 | 2,0 | 2,1 | 2,0 | 2,0 |
| Autres industries manufacturières | 2,4 | 1,5 | 2,3 | 2,7 | 1,8 | 1,4 | 2,1 | 1,2 |
| Bois | 1,3 | 1,0 | 1,3 | 1,8 | 2,2 | 1,9 | 1,9 | 2,1 |
| Boissons | 1,8 | 0,5 | 1,4 | 0,8 | 1,0 | 1,1 | 0,9 | 1,7 |
| Caoutchouc et matières plastiques | 1,6 | 2,1 | 1,8 | 1,8 | 1,8 | 1,9 | 2,0 | 2,1 |
| Cuir | 1,5 | 2,0 | 1,0 | 2,3 | 2,5 | 2,5 | 2,4 | 2,3 |
| Habillement | (2,5) | 1,1 | 1,7 | 1,0 | 1,8 | 1,7 | 1,7 | 1,7 |
| Imprimerie | 0,4 | 1,2 | 2 | 2,1 | 2,2 | 2,0 | 1,9 | 2,0 |
| Industrie chimique | 2,2 | 2,2 | 2,6 | 2,3 | 2,5 | 2,6 | 2,5 | 2,7 |
| Machinerie | 2,1 | 2,1 | 2,6 | 2,6 | 2,3 | 1,9 | 2 | 2,4 |
| Matériel de transport | 2,6 | 3,0 | 2,5 | 2,4 | 2,3 | 2,5 | 2,4 | 2,2 |
| Meuble | 2,1 | 2,1 | 2,2 | 0,9 | 2,6 | 2,3 | 2,6 | 2,6 |
| Minéraux non métalliques | 1,5 | 2,0 | 2,2 | 2,5 | 2,4 | 2,5 | 2,3 | 2,2 |
| Papier | 1,2 | 1,0 | 1,0 | 1,3 | 1,8 | 1,9 | 2,0 | 2,1 |
| Produits du pétrole | 0 | 3,0 | 3,2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits électriques | 2,0 | 2,1 | 2,4 | 1,4 | 1,6 | 1,4 | 1,5 | 2,5 |
| Produits en métal | 2,0 | 2,1 | 1,8 | 2,4 | 1,8 | 1,9 | 2,1 | 2,0 |
| Tabac | 0,3 | 1,3 | 1,0 | 1,3 | 1,1 | 2,2 | 0 | 0 |
| Textile | 1,5 | 1,9 | 1,5 | 1,9 | 1,9 | 2,1 | 2,2 | 1,9 |
| Secteur de la construction | 2,7 | 2,5 | 2,5 | 2,0 | 2,2 | 2,0 | 2,3 | 0 |
| Secteur des services | 2,5 | 1,4 | 1,7 | 1,9 | 1,8 | 2,3 | 2,4 | 2,3 |
| Administration publique fédérale | 1,5 | 1,7 | 1,8 | 1,9 | 2,0 | 1,0 | 0 | 0 |
| Administration publique municipale | 2,6 | 2,7 | 1,8 | 2,5 | 2,3 | 2,3 | 2,1 | 2,0 |
| Administration publique provinciale | 0,9 | 1,0 | 1,5 | 1,7 | 2,0 | 1,0 | 0 | 0 |
| Assurances | 2,3 | 3,3 | 1,8 | 2,2 | 2,0 | 1,9 | 1,8 | 2,0 |
| Autres services | 1,8 | 3,0 | 2,6 | 2,2 | 2,4 | 2,2 | 2,3 | 2,1 |
| Commerce de détail | 2,6 | 2,3 | 2,2 | 1,9 | 2,2 | 2,0 | 2,0 | 1,9 |
| Commerce de gros | 3,9 | 2,5 | 2,3 | 2,7 | 2,4 | 2,5 | 2,6 | 2,4 |
| Communications | 2,1 | 2,2 | 0,9 | 1,8 | 2,0 | 2,1 | 2,4 | 2,0 |
| Électricité, gaz et eau | 2,0 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | 0,1 | 4,2 | 3,3 | 3,0 |
| Enseignement | 2,7 | 1,1 | 1,6 | 1,9 | 1,4 | 1,4 | 1,5 | 2,0 |
| Finances | 3,4 | 2,6 | 2,4 | 1,8 | 1,9 | 1,6 | 1,8 | 1,8 |

13. Une donnée entre parenthèse indique une valeur négative.

| Secteurs d'activité | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Hébergement | 3,0 | 2,6 | 3,4 | 2,8 | 2,0 | 2,5 | 2,3 | 2,1 |
| Immobilier | 0,7 | 1,3 | 3,9 | 2,2 | 1,8 | 1,8 | 1,7 | 1,7 |
| Restauration | 2,2 | 1,8 | 2,1 | 2,4 | 1,6 | 1,8 | 1,6 | 1,5 |
| Services aux entreprises | 2,9 | 2,0 | 1,6 | 2,2 | 2,7 | 2,5 | 2,5 | 2,0 |
| Services médicaux et sociaux | 1,8 | 0,8 | 1,5 | 1,8 | 2,0 | 2,1 | 2,1 | 2,5 |
| Transports et entreposage | 2,4 | 2,2 | 2,9 | 2,2 | 2,3 | 2,4 | 2,5 | 2,4 |

Notes techniques

1. Types de mesures

Le suivi du contenu salarial des négociations de conventions collectives au Québec a deux objectifs : comparer les résultats des renouvellements et mesurer l'évolution annuelle des gains salariaux des employés syndiqués. Pour ce faire, deux indicateurs ont été développés. Le premier, qualifié de prévisionnel, porte sur la variation des taux de salaire en cours de convention. Le second, qualifié de tendanciel, mesure la variation des taux de salaire à la fin de l'année civile. Les résultats obtenus pour chacune des unités de négociation sont pondérés par le nombre de salariés visés afin de produire la statistique d'ensemble.

Indicateur prévisionnel

L'indicateur prévisionnel, publié depuis 1983, permet non seulement de comparer les renouvellements de conventions collectives à l'aide du taux de croissance annuel moyen du taux de salaire versé à des salariés permanents à temps complet, mais aussi de diffuser les résultats des dernières négociations pour les prochaines années. Il fait abstraction des heures supplémentaires et tient compte de la variation du nombre hebdomadaire d'heures de travail de même que du versement de montants forfaitaires, pourvu qu'ils puissent être ramenés sur une base horaire.

Les tableaux 3 à 6, 9 et 12 et le graphique 1 présentent les statistiques de l'indicateur prévisionnel basé sur l'emploi modal, en utilisant la méthode de calcul dite des gains qui s'applique au taux de salaire versé. Lorsqu'une classe salariale est de type à taux multiples, le taux maximal est retenu.

Indicateur tendanciel

L'indicateur tendanciel requiert le calcul du taux d'augmentation trimestriel ou annuel d'un taux de salaire pour chacune des unités de négociation. Il nécessite le suivi du même emploi d'un renouvellement de convention à l'autre, sans égard à la date d'entrée en vigueur ou à celle de la signature. Il présente les données sur l'évolution trimestrielle ou annuelle des taux de salaire versé aux employés syndiqués visés par une clause salariale en vigueur. Il fait abstraction des heures supplémentaires et tient compte de la variation du nombre hebdomadaire d'heures de travail de même que du versement de montants forfaitaires, pourvu qu'ils puissent être ramenés sur une base horaire.

Les tableaux 7, 8 et 13 et le graphique 2 renvoient aux résultats de l'indicateur tendanciel basé sur l'emploi modal. Les calculs sont effectués à l'aide de la méthode dite des taux. Ainsi, le taux maximal est retenu pour une classe salariale de type à taux multiples. Les données sur l'indicateur tendanciel partent de l'année 1986.

2. Unités de négociation

L'ensemble de référence est constitué des unités de négociation dont la convention collective s'applique à 100 salariés cols bleus et plus ou à 50 cols blancs et plus. Une unité de négociation est dite mixte lorsqu'elle regroupe au moins 100 cols bleus et 50 cols blancs. Depuis 2013, le nombre de cols bleus échantillonné dans le secteur manufacturier a été réduit à 75 et plus dans l'optique d'être plus représentatif de ce secteur dont la part de l'emploi a constamment diminué au cours des dernières années.

Les négociations de l'ensemble de référence sont régies par l'une des lois ou l'un des codes suivants : le Code du travail du Québec, la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, la Loi sur la fonction publique, la Loi sur le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec, le Code canadien du travail et la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique du Canada.

Secteur d'origine

Le secteur public regroupe l'ensemble des unités de négociation des sous-secteurs municipal, provincial et fédéral. Le secteur privé comprend les autres unités.

La codification des sous-secteurs publics municipal et provincial est basée sur la définition de l'univers du secteur public québécois de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Les unités du sous-secteur public fédéral sont codifiées à la manière de l'ISQ.

Les administrations publiques municipales englobent les municipalités locales et régionales comme les communautés métropolitaines et les municipalités régionales de comté (MRC). L'administration publique provinciale regroupe le gouvernement du Québec (ministères et fonds spéciaux), les établissements d'enseignement du secteur public ainsi que les établissements publics de santé et de services sociaux. L'administration publique fédérale au Québec comprend les ministères et les fonds spéciaux du gouvernement du Canada.

En ce qui a trait au sous-secteur municipal, le fichier du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale inclut les unités des commissions de transport en commun et des réseaux municipaux de distribution d'électricité.

Secteur d'activité

La codification de l'unité de négociation selon le secteur d'activité économique est basée sur la Classification des activités économiques du Québec de 1984 réalisée par l'Institut de la statistique du Québec. Elle s'inspire largement de la Classification type des industries de 1980 de Statistique Canada.

Type de produits

Les salariés d'une unité de négociation travaillant dans les secteurs primaire, manufacturier ou de la construction produisent des biens et, les autres, des services.

Taille de l'unité de négociation

Une grande unité regroupe 500 salariés et plus, une unité moyenne, de 200 à 499, et une petite, moins de 200.

3. Classes salariales

Pour chaque unité de négociation, deux classes salariales sont échantillonnées à partir de la structure salariale, soit la classe inférieure et la classe modale. La première est la plus faiblement rémunérée et la seconde regroupe le plus grand nombre de salariés. La classe inférieure est déterminée à partir de la clause salariale de la convention collective, alors que la classe modale est obtenue par enquête téléphonique.

Lorsque l'unité de négociation est mixte, quatre classes salariales sont échantillonnées : deux pour les cols bleus et deux pour les cols blancs. Cependant, seule la classe modale est utilisée pour le calcul des indicateurs prévisionnels et tendanciels.

Taux de salaire

Il importe de noter que sont exclus de chaque classe le ou les taux de salaire qui ne correspondent pas à la rémunération des employés qualifiés. Lorsqu'une classe ne contient qu'un seul taux, elle est dite à taux unique. Lorsqu'une classe présente un ensemble de taux de salaire croissant selon l'expérience ou le mérite, elle est dite à taux multiples. Dans ce cas, le taux minimal et le taux maximal sont retenus : le premier correspond au taux d'entrée pour l'employé répondant aux exigences minimales de qualification et le second, au taux de salaire de l'employé pleinement qualifié. Cependant, dans le cas des classes salariales à taux multiples, seul le taux de salaire maximal est utilisé pour le calcul des indicateurs prévisionnels et tendanciels.

4. Taux de salaire versé

Le taux de salaire versé comprend l'augmentation générale, le versement lié à l'inflation, qu'il soit intégré ou non à la classe salariale, de même que tout versement considéré comme un montant forfaitaire, pourvu que ce dernier puisse être converti sur une base horaire. La présence d'un montant non intégré à la classe salariale dépend de la politique d'augmentation des salaires de l'employeur; elle rend ce taux supérieur à celui de la classe salariale.

Le taux de salaire versé s'exprime en dollars courants; il s'agit d'un taux nominal. Le taux de salaire réel correspond au taux de salaire nominal divisé par l'indice des prix à la consommation (IPC).

Clause d'indexation à l'IPC

Avant que les données de Statistique Canada sur le taux d'inflation soient publiées, les conventions collectives comportant une clause d'indexation salariale sont codifiées à l'aide d'hypothèses sur l'évolution future de l'IPC. Dans le présent document, les taux d'inflation prévus pour le Canada s'établissent ainsi : 1,5 % en 2016, 2 % en 2017, 1,9 % en 2018, 1,6 % en 2019 et 1,3 % en 2020.

En plus des données pour le Canada, des prévisions annuelles concernant le Québec sont également utilisées et servent à mettre à jour des prévisions pour les IPC du Québec, de Montréal et de Québec. Les taux d'inflation prévus pour le Québec sont les suivants : 1,6 % en 2016, 2,1 % en 2017, 2 % en 2018, 1,7 % en 2019 et 1,5 % en 2020.

Pour chacun des mois de la première année de prévision, les données publiées par Statistique Canada sont intégrées à la fin de chaque trimestre. L'IPC de la première année correspond à une moyenne des données mensuelles prévues et des données observées. Pour les autres années, les hypothèses d'inflation annuelle proviennent du Mouvement Desjardins¹⁴; elles sont révisées au moins deux fois par année.

5. Méthodes de calcul

Les calculs de l'indicateur tendanciel sont effectués à l'aide de la méthode des taux, tandis que l'indicateur prévisionnel utilise la méthode des gains.

14. Fédération des caisses Desjardins du Québec, Point de vue économique, 12 janvier 2016.

Méthode des taux

Le calcul de l'augmentation annuelle des taux de salaire négociés en utilisant cette méthode s'effectue à l'aide du taux de salaire horaire en vigueur au mois de décembre. Il faut comparer, pour chaque unité de négociation, le taux du mois de décembre de l'année visée (S12) avec celui en vigueur au mois de décembre de l'année antérieure (S0); l'expression suivante fournit le taux d'augmentation annuel (t) du taux de salaire horaire en vigueur à la fin de l'année civile :

$$\frac{S_{12}}{S_0} = 1 + t$$

Le taux d'augmentation trimestriel se calcule à l'aide du taux de salaire horaire en vigueur au dernier mois du trimestre. Ainsi, si le taux de salaire en vigueur au mois de mars (S3) et celui en vigueur au mois de juin (S6) sont connus, il est possible de calculer, pour chaque unité de négociation, la hausse (r) au cours du deuxième trimestre de la manière suivante :

$$\frac{S_6}{S_3} = 1 + r$$

Méthode des gains

Le calcul de la croissance des taux de salaire négociés à l'aide de la méthode des gains tient compte de la distribution temporelle de toutes les augmentations survenues à partir du début de la période.

Plus les hausses sont éloignées du début de la période, plus le taux de croissance est faible, et inversement.

À titre d'exemple, si la période dure trois ans et que le taux de salaire horaire en vigueur chaque mois est connu (S_j ; $j = 1, \dots, 36$), l'analyse de l'évolution du taux de salaire horaire moyen de chacune des années (W_i ; $i = 1, 2, 3$) par rapport à celui de l'année qui précède la période (W_0) fournira le taux de croissance recherché :

$$N = 36$$

$$\sum S_j = 12(W_1 + W_2 + W_3)$$

Le calcul de la croissance salariale peut en effet être effectué en cours de convention à l'aide de l'équation suivante :

$$N = 36$$

$$\frac{\sum S_j}{12W_0} = \frac{W_1}{W_0} + \frac{W_2}{W_0} + \frac{W_3}{W_0}$$

Le premier terme du membre de droite de l'équation correspond à $(1 + g_1)$ et g_1 , au taux de croissance du taux de salaire horaire moyen en première année. Le deuxième terme correspond à $(1 + g_1) \times (1 + g_2)$ et g_2 , au taux de croissance du taux de salaire horaire moyen en deuxième année. On devine que le troisième terme correspond à une expression comprenant g_3 , le taux de croissance du taux de salaire horaire moyen en troisième année.

Il est possible de trouver le taux de croissance annuel moyen (g) de la période en résolvant l'équation suivante :

$$N = 36$$

$$\sum_{j=1}^3 S_j = (1 + g) + (1 + g)^2 + (1 + g)^3$$

$$12 W_0$$

Le tableau qui suit permet d'illustrer les deux méthodes. Si l'on prend en considération une clause salariale de trois ans, dont les taux de salaire ont augmenté lors de l'entrée en vigueur de la convention et, par la suite, tous les douze mois, on peut examiner trois façons différentes d'étaler les augmentations annuelles du taux de salaire.

La première façon (A) présente un étalement uniforme, la deuxième (B) indique une accélération de la croissance en cours de convention et la troisième (C) signale une décélération.

Le calcul de la croissance des taux de salaire négociés, effectué à l'aide de la méthode des taux, donne un taux annuel moyen de 5 % dans les trois situations, alors que le calcul effectué à l'aide de la méthode des gains précise que C présente une croissance plus forte des taux de salaire en cours de convention et B, une croissance moindre.

| Clause salariale | Taux de salaire horaire (\$) W_0 | Taux de croissance salariale (%) 1 ^{re} année g_1 | Taux de croissance salariale (%) 2 ^e année g_2 | Taux de croissance salariale (%) 3 ^e année g_3 | Taux de salaire horaire (\$) W_3 | Taux de croissance salariale annuel moyen (%) g |
|------------------|------------------------------------|--|---|---|------------------------------------|---|
| A | 10 \$ | 5,0 | 5,0 | 5,0 | 11,58 \$ | 5,0 |
| B | 10 \$ | 2,5 | 2,5 | 10,0 | 11,56 \$ | 3,8 |
| C | 10 \$ | 10,0 | 2,5 | 2,5 | 11,56 \$ | 6,1 |

6. Révision des données

Les données présentées dans ce document peuvent être modifiées d'un trimestre à l'autre, puisqu'un certain nombre de conventions collectives sont disponibles seulement après la date de publication des résultats trimestriels. De plus, le remplacement des résultats prévus de l'IPC par des données de l'enquête de Statistique Canada (voir la section Clause d'indexation à l'IPC) peut occasionner une révision des données déjà publiées.